

Cahier des clauses techniques particulières

Objet	Assistance et conseil en vue de la passation des marchés d'assurance pour les véhicules utilitaires de l'Inrap
Titulaire	Société
Montant	

Table des matières

PRESENTATION DE L'INRAP	3
ARTICLE 1 : DEFINITION DU MARCHE	3
1 .1 Contexte	3
1 .2 Champ d'application du marché	4
1.3 Objectifs poursuivis et phasage	4
1.4 Phasage et durée de chaque mission	4
ARTICLE 2 : DESCRIPTION DES PHASES	5
2.1 Phase 1 : Analyse des besoins et propositions d'amélioration du marché	5
Objectifs :	5
Rendu / livrables :	5
2.2 Phase 2 - Rédaction des pièces du marché	6
Objectifs :	6
Rendu / livrables :	6
2.3 Phase 3 : Consultation et analyse des offres	7
Objectifs de la mission :	7
ARTICLE 4 : CHARTE D'ENGAGEMENT	8
PRECISIONS SUR LE MARCHE ACTUEL	8

Présentation de l'INRAP

Créé par la loi de 2001 sur l'archéologie préventive, l'Institut national de recherches archéologiques préventives est un établissement public placé sous la tutelle des ministères de la Culture et de la Recherche. Il assure la détection et l'étude du patrimoine archéologique en amont des travaux d'aménagement du territoire. Il est compétent sur l'ensemble du territoire, pour toutes les périodes, de la Préhistoire à nos jours. Il intervient dans tout type de contexte : urbain, rural, subaquatique et sous-marin, tracés autoroutiers et ferrés, réseaux électriques ou gaziers.

Il réalise chaque année quelque 1 800 diagnostics archéologiques et plus de 200 fouilles pour le compte des aménageurs privés et publics, en France métropolitaine et outre-mer. À l'issue des chantiers, l'Inrap assure l'analyse et l'interprétation des données de fouille et leur diffusion auprès de la communauté scientifique. Ses missions s'étendent à la diffusion de la connaissance archéologique au public le plus large : visites de chantiers, expositions, publications, conférences, production audiovisuelle, etc.

Ses 2 200 agents, répartis dans 8 directions régionales et interrégionales, 42 centres de recherches et un siège à Paris, en font le plus grand opérateur de recherche archéologique européen.

L'Inrap, établissement public à caractère administratif, est soumis au code de la commande publique.

ARTICLE 1 : DEFINITION DU MARCHE

1.1 Contexte

L'Inrap fait assurer ses véhicules utilitaires via un marché d'assurance avenant ad hoc qui prendra fin en avril 2023. Ce marché couvre à date les véhicules suivant :

- Flotte de 366 véhicules utilitaires en location longue durée jusqu'en décembre 2023
- Flotte de véhicules utilitaires détenus en propre y compris remorques (15 unités)
- Flotte d'engins de chantier loués ponctuellement au titre de la responsabilité conducteur des engins à moteur

Le présent marché a pour objet d'accompagner l'Institut afin :

- De réaliser un marché d'assurance des 366 véhicules utilitaires en location longue durée d'avril à décembre 2023
- D'accompagner l'Inrap dans la rédaction des clauses assurances de son nouveau marché de location longue durée de véhicule et de procéder à l'analyse des offres présentées dans ce même marché sur la partie couverture assurantielle. En effet l'Inrap souhaite désormais intégrer directement au sein de son marché de location longue durée l'assurance des véhicules par le biais du loueur.

Ces deux missions comprendront une phase d'étude et d'amélioration des conditions d'assurance actuelles de l'institut.

1.2 Champ d'application du marché

Le marché inclut l'ensemble des opérations nécessaires à la procédure de renouvellement du marché d'assurance des véhicules.

Le champ d'application de la mission sera étendu, sans honoraire complémentaire, à tout besoin nouveau et identifié au cours de la première mission du titulaire, dès lors qu'il est en relation avec l'objet de la mission principale.

1.3 Objectifs poursuivis et phasage

1.3.1 Marché d'assurance des 366 véhicules utilitaires en location longue durée d'avril à décembre 2023

- Analyse du taux de sinistralité et conseils sur les conditions d'assurance (notamment pour le bris de glace) et propositions d'amélioration des coûts et niveaux de garantie – Phase 1
- Rédaction des pièces du marché – Phase 2
- Analyse des offres– Phase 3 – l'analyse des offres sera transmise au plus tard en janvier 2023

1.3.2 Rédaction des clauses assurantielles du marché de location longue durée et analyse des offres.

- Analyse du taux de sinistralité et conseils sur les conditions d'assurance (notamment pour le bris de glace) et propositions d'amélioration des coûts et niveaux de garantie – Phase 1
- Rédaction des clauses assurantielles – Phase 2 – les pièces devront être transmises pour intégration dans le marché de location longue durée au plus tard en février 2022
- Analyse des offres (uniquement sur la partie assurantielle) – Phase 3 – l'analyse des offres sera transmise au plus tard en mai 2022

1.4 Phasage et durée de chaque mission

Marché d'assurance des 366 véhicules utilitaires en location longue durée jusqu'en décembre 2023

- Phase 1 : 1 mois à compter de la notification du marché
- Phase 2 : 1 mois à compter de la validation de la phase 1

- Phase 3 : consultation et analyse des offres – 3 semaines à compter de la réception des offres

Rédaction des clauses assurantielles du marché de location longue durée et analyse des offres.

- Phase 1 : 1 mois à compter de la notification du marché
- Phase 2 : 1 mois à compter de la validation de la phase 1
- Phase 3 : consultation et analyse des offres – 3 semaines à compter de la réception des offres

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DES PHASES

Les phases ci-dessous constituent des obligations de résultat tant dans le contenu que les délais.

Chaque phase concerne les deux marchés objet du présent cahier des charges.

2.1 Phase 1 : Analyse des besoins et propositions d'amélioration du marché

Dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché

Objectifs :

- L'identification, l'analyse des différents risques permettant de déterminer avec précision la complétude des conditions actuelles d'assurance de l'Etablissement.
- L'analyse de la sinistralité et propositions de solutions d'amélioration

Cette phase a pour finalité la définition du besoin exact en assurance de l'Institut dans un souci d'économie et d'optimisation des coûts actuels.

Rendu / livrables :

- **Audit du marché actuel et étude des besoins**

Le titulaire présentera en fin de mission, un audit du marché actuel tant sur la couverture actuelle, son coût et les éventuels risques encourus.

Il apportera ses conseils et préconisations en fonction du budget de l'Inrap et de l'estimation financière des risques couverts.

Il présentera une étude des besoins et des risques à couvrir, en fonction de l'évolution prospective des risques encourus par l'Inrap et présentera pour validation ses réflexions sur les garanties et les exclusions.

Il détaillera enfin des actions correctrices à mettre en œuvre lors de la phase 2 en précisant leurs conséquences financières pour l'Institut et les montants de franchises acceptables

Le rendu sera présenté lors de deux réunions en présentiel dans les locaux de l'Inrap.

2.2 Phase 2 - Rédaction des pièces du marché

Dans le délai d'un mois à compter de la validation de la phase 1

Objectifs :

- Le sourcing des prestataires susceptibles de répondre
- L'aide au choix de la procédure de mise en concurrence la plus adaptée aux montants et aux caractéristiques du marché, dans le respect de la réglementation du Code de la Commande Publique.
- La proposition du cahier des charges (CCTP/CCAP/RC et Acte d'engagement, éventuellement sur le titulaire le juge nécessaire pour son analyse un Cadre de réponse technique) le titulaire utilisera les documents type communiqué par l'Inrap.)
- Le conseil sur le mémoire technique et la définition des critères d'évaluation des offres
- Le conseil sur la nécessité d'inclure des variantes, prestations supplémentaires éventuelles, ou tout autres possibilités offertes par le code permettant d'obtenir l'offre économiquement la plus avantageuse.
- L'intégration dans les marchés d'un reporting et des outils de gestion des sinistres permettant un suivi des sinistres et financier au niveau local et national (Région et Siège) – pour l'intégration des clauses d'assurance du marché de LLD.

Rendu / livrables :

- **Sourcing des sociétés d'assurances susceptibles de répondre à la consultation**

Le titulaire devra rechercher et contacter les sociétés d'assurances pouvant répondre à la consultation. Il établira une liste de ces sociétés et la communiquera à l'issue de la phase 2.

- **Conseil sur les choix relatifs à la structure du marché,**
- **Conseil sur la procédure de consultation la plus adéquate** avec élaboration d'un calendrier dans le respect de la réglementation en vigueur et des décisions de l'Inrap

- Le document de consultation des entreprises rédigés conformément aux décisions prises en phase 1 et 2 par l'Inrap

L'ensemble des livrables seront conformes aux modèles remis par l'Inrap, le titulaire devra se conformer aux règles et formalisme de la commande publique.

2.3 Phase 3 : Consultation et analyse des offres

Délai de 3 semaines à réception des offres

Objectifs de la mission :

- Répondre aux questions des candidats durant la consultation ;
- Analyser les offres financières et techniques, mener les dialogues et négociations (si procédure ouverte à négociation) avec les candidats jusqu'à leur mise au point.
- Formaliser les rapports d'analyse et de synthèse des offres conformément aux modèles imposés par l'institut.
- Accompagner et conseiller l'Inrap jusqu'à la notification des marchés.

Rendu / livrables :

- Grille d'analyse des offres

Le titulaire présentera pour validation sa grille d'analyse offrant la transparence et l'objectivité des classements. Il veillera à documenter chacune des notes, par un commentaire exhaustif sur chaque critère et sous critère et ce afin de garantir l'égalité de traitement entre les candidats et éviter tout risque de contestation de l'analyse

- Rapport d'analyse des offres

Le titulaire adressera à l'établissement le rapport d'analyse des offres, sur le modèle préalablement transmis par l'Inrap la proposition de choix fera l'objet d'une validation par l'établissement.

- Contrôle des notes de couverture

Le titulaire contrôlera les notes de couvertures adressées par la société d'assurance, immédiatement après la notification du marché.

Le titulaire exigera de la société d'assurance et validera dans un délai de 10 jours calendaires le contrat d'assurance avant signature et paiement par le pouvoir adjudicateur.

L'ensemble des livrables seront conformes aux modèles remis par l'Inrap, le titulaire devra se conformer aux règles et formalisme de la commande publique.

Dans l'hypothèse de l'infructuosité de la procédure, le titulaire devra assister l'Etablissement, en termes identiques, dans le cadre d'une nouvelle procédure, sans honoraires complémentaires pour les prestations suivantes :

- analyses des offres financières et techniques.
- dialogues et négociations avec les candidats jusqu'à la mise au point des offres.
- accompagnement et conseil jusqu'à la signature des marchés.

ARTICLE 4 : CHARTE D'ENGAGEMENT

Dans le cadre de l'exécution de ses missions, le titulaire devra s'engager sur les déclarations suivantes :

AGREMENT : Le titulaire répondra aux conditions d'exercice de la profession de consultant en assurance dont dispose l'article 1 de l'arrêté du 1er décembre 2003 modifiant l'arrêté du 6 février 2001 conférant l'agrément prévu par l'article 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques.

Par décision en date du 10 février 2014 (n° 367262) le Conseil d'Etat a jugé qu'une mission d'assistance et de conseil en assurance n'entraîne pas dans le champ d'application des dispositions de l'article L 512-1 du Code des assurances relatives à l'intermédiation en assurance (inscription au registre de l'ORIAS).

INDEPENDANCE : Le titulaire déclarera n'avoir aucune relation, partenariat ou actionnariat, de quelque nature que ce soit, avec des fournisseurs et prestataires de services en relation avec la mission (assureurs, courtiers, agents généraux).

Précisions sur le marché actuel

Sont précisés ci-après le montage financier du marché actuel et la sinistralité.

1) Montage financier

Le montage financier du marché actuel, dont le titulaire est le groupement Filhet-Allard (courtier) et SMA (porteur du risque), se définit de la manière suivante :

- Une prime annuelle d'un montant identique quel que soit le type de véhicule et qui comprend des frais de gestion mais pas de franchise en dommage
- Une conservation annuelle en RC
- Une conservation annuelle en DAB
- Des honoraires de gestion annuels pour Filhet-Allard et la SMA

Par avenant, la gestion d'un fonds de trésorerie est confiée à Filhet-Allard pour régler :

- Le montant correspond à la TVA due par l'assuré en cas de sinistre automobile
- Le montant correspond à la vétusté, déterminée à dire d'expert

S'ajouteront des coûts de restitution des véhicules qui seront calculés à la fin du marché.

2) Sinistralité

Année	Montant des sinistres
2017/2018	159 378 €
2018/2019	190 925 €
2019/2020	240 220 €